

En juillet 2013 paraîtra le 100^{ème} numéro d'aujourd'hui la Turquie, qui fêtera sa 9^{ème} année d'édition.

Pour célébrer cet événement, **Aujourd'hui la Turquie** conçoit deux importants projets :

Institut Aujourd'hui la Turquie

Le Festival Européen de Musiques Indépendantes

Ces projets s'inscrivent dans la volonté de développement du journal, qui tout comme jusqu'à présent s'évertuera à demeurer un pont entre la Turquie et la France, entre la Turquie et les pays francophones, et plus généralement entre la Turquie et l'Europe.



Un religieux au service de l'éducation

Claude Robbe, dit Frère Régis, appartient à la communauté des frères Lassalliens (ou congrégation des Frères des écoles chrétiennes). Cette communauté chrétienne forme un institut voué à l'éducation des jeunes issus des classes modestes. C'est Jean-Baptiste de la Salle qui a fondé cet institut en 1684 à Reims. Aujourd'hui, il existe des écoles Lassalliennes dans 80 pays du monde. Frère Régis, d'origine française, nous raconte son parcours et comment ses pas l'ont mené jusqu'au Moyen-Orient, de l'Égypte à la Jordanie en passant par le Liban, le Soudan, Israël-Palestine et la Turquie.



(lire la suite page 8)



Le nouveau traité européen de discipline budgétaire

(lire la suite page 4)

L'AFD en Turquie : conforter le pays dans son double ancrage européen et méditerranéen

(lire la suite page 7)



Voyage au nord de l'Irak : Région autonome du Kurdistan



(lire la suite page 6)

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Le jardin de Monet s'expose sur les rives du Bosphore

Le musée Sakıp Sabancı accueille « Le jardin de Monet », fruit d'une collaboration remarquable avec le Musée Marmottan Monet de Paris.

(lire la suite page 9)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuilaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 92, Novembre 2012

Polémiques et explications autour du dernier rapport de la Commission Européenne

L'UE prix Nobel de la paix

« L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre. » prononçait Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, dans son discours du 9 mai 1950 qui proclamait la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Ce pas, à l'origine de l'Union Européenne, était marqué par une notion fondamentale : la guerre.

Les pères fondateurs de l'idée d'une Europe unifiée visaient le « maintien des relations pacifiques », et envisageaient de « mettre fin aux divisions sanglantes » du vieux continent. La détermination pour la prévention de la guerre constituait l'axe et l'objectif majeurs de cet idéal.

Soixante-deux ans après la déclaration des pères fondateurs, le poids de l'actualité mène à des interrogations cruciales.

(lire la suite page 2)

« La Turquie doit fournir des efforts supplémentaires pour satisfaire aux exigences politiques et en matière de droits fondamentaux ». Voilà en résumé ce que pense la Commission européenne. Son dernier rapport a provoqué une levée de boucliers et la colère des membres du gouvernement. Alors que pour la première fois, la presse s'est saisie du rapport, notre journal est parti à la rencontre de M. Kadri Gürsel et de l'érudit M. Cengiz Aktar, pour obtenir des clarifications.

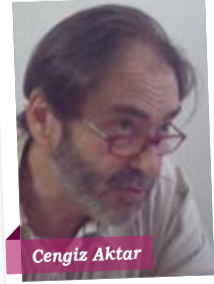
La Commission a rendu une fois de plus son rapport annuel d'évaluation de la candidature turque à l'Union Européenne. Cette publication relate les avancées et reculs de la Turquie dans de nombreux domaines présentant un intérêt commun pour l'UE : réformes politiques, alignement sur l'acquis, dialogue en matière de politique étrangère, visas, mobilité et migrations, commerce, énergie, lutte contre le terrorisme et participation aux programmes communautaires.

Le rapport exhorte la Turquie à effectuer des réformes. La Commission européenne a en effet souligné l'insuffisance des progrès concernant les conditions préalables à l'adhésion à

l'UE, notamment en matière de libertés individuelles, de démocratie, d'État de droit, des droits de l'homme et de protection des minorités, mais aussi sur les questions régionales, les obligations internationales et des critères économiques. Le ministre turc des Affaires Européennes et négociateur en chef, M. Egemen Bağış, a exprimé sa grande déception suite aux

critiques concernant la Turquie lors de ce rapport, et réplique dans une conférence de presse que ce rapport ne constitue pas une vision objective de la Turquie, car « il a été écrit afin de servir les intérêts des réfractaires à l'entrée de la Turquie à l'Union européenne ».

(lire la suite page 3)



Cengiz Aktar



Kadri Gürsel



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Economie politique en octobre

Le mois d'octobre est passé très vite entre Istanbul et Paris. Ce qui m'a le plus marqué, c'est l'exposition Edward Hopper au Grand Palais. J'en parlerai dans un prochain article. Dans l'immédiat, sautez dans l'avion, ou allez-y en train, et promenez-vous y à satiété.

(lire la suite page 5)

Retour sur....

« Turquie-UE, quelle perspective d'avenir ? »
Édito de Mireille Sadège P. 2

Interview d'Osman Korutürk, ancien ambassadeur de Turquie en France P. 5

La Turquie dans l'Europe : un pari à tenir, rencontre avec Jean-Pierre Salvétat et Catherine Izzo P. 2



Le cordonnier de la rue Moda

(lire la suite page 11)

L'UE prix Nobel de la paix

(Suite de la page 1)

Est-ce que l'Europe a pu rester fidèle à cette intention initiale, à son « idéal de promouvoir la paix et la sécurité dans le voisinage proche et, plus particulièrement, dans le monde » ?

Le 12 octobre 2012, le Comité Norvégien a décerné le prix Nobel de la paix de l'année 2012 à l'Union Européenne, en soulignant que cette attribution se justifiait par un constat : « avoir contribué pendant plus de six décennies à promouvoir la paix et la réconciliation, la démocratie et les droits de l'homme en Europe ».

Mesurant le bonheur de ce privilège, je voudrais affirmer que la rédaction d'ALT, qui depuis sa création s'est donnée pour objectif le développement des relations turco-européennes, soutien activement l'attribution du Nobel de la paix à l'UE. Le journal ALT qui vise dans ce cadre la meilleure présentation de l'UE, ses enjeux et le rôle qu'elle joue pour la préservation de la paix dans le monde, constate que l'UE ne peut que renforcer son action en faveur de la paix à une époque où les conflits s'intensifient au Moyen-Orient.

Il y a plus de soixante ans, Robert Schuman déclarait en toute clarté que « l'Europe ne se ferait pas d'un coup ».

En effet, ni l'Europe ni l'ensemble de l'ordre international ne peuvent être bâtis d'un seul coup mais ils peuvent s'élever sur des idéaux, des principes et des avancées concrètes. L'UE confrontée à une crise économique, et à des problèmes institutionnels liés à la politique étrangère et de sécurité commune, reste aussi la preuve essentielle et majeure de l'établissement de la paix à l'intérieur des frontières d'un continent qui a connu des atrocités au cours de son histoire. Elle reste la preuve du lien indissoluble qu'elle a établie entre les libertés politiques et civiles, le progrès technique, la prospérité économique et la paix, transformant les esprits des individus.

Désormais, Europa, princesse phénicienne de la mythologie grecque qui a jadis donné son nom au continent, a une couronne : celle de la paix sur le continent... Elle la porte comme un symbole puissant et comme un signe de détermination. Une détermination de sauvegarder les valeurs fondamentales que sont le respect de la dignité humaine, la liberté, la démocratie, la justice, l'État de droit, le respect des Droits de l'Homme et... la détermination pour le maintien de la paix devant l'impétuosité d'Ares.

* Ali Türeik, membre de comité de rédaction

La Turquie dans l'Europe : un pari à tenir

« *Plaidoyer pour la Turquie* » de Jean-Pierre Salvétat et Catherine Izzo, publié aux éditions L'Harmattan en 2011, entend montrer que la France et l'Union européenne se trompent à vouloir exclure la Turquie de celle-ci, et ce malgré nombres de traités, d'engagements de l'U.E et les anciennes relations franco-turques, depuis François 1er jusqu'à Nicolas Sarkozy.



Par amour d'un pays.

Cri d'indignation né d'une empathie commune pour le peuple turc, le livre s'insurge contre la façon dont la Turquie est traitée par les hommes politiques depuis 2004, en particulier depuis les propos de Nicolas Sarkozy : « Si la Turquie était en Europe, cela se saurait. ».

Les deux auteurs expliquent le « paradoxe » de cette déclaration pour le moins légère, rappelant que les relations franco-turques datent de plus de cinq siècles. De François 1er à Jacques Chirac, en passant par De Gaulle et Mitterrand, c'est toute l'histoire des deux pays qui est racontée. Une histoire harmonieuse, jusqu'à la rupture de Nicolas Sarkozy lorsqu'il prend la tête de l'UMP en 2004. Les auteurs soulignent le fossé entre le « non » catégorique de Nicolas Sarkozy président et les positions antérieures de l'UMP. La phrase de l'ancien président de la République est ainsi le signe d'une ignorance complète des réalités culturelles, économiques et politiques de la Turquie et des nombreux traités qu'elle a signés avec l'Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les auteurs rappellent que l'U.E. est le partenaire économique majeur de la Turquie, grâce à l'union douanière signée en 1995, que les investisseurs français y sont très nombreux, alors même que l'économie turque connaît, depuis 2010, un essor semblable à celui de la Chine. De même, l'ancienneté de la candidature turque a été occultée, au même titre que sa présence dans les fédérations européennes, notamment sportives.

Et n'oublions pas qu'Istanbul a été élue capitale européenne de la culture en 2010 !

Un avenir à bâtir

Le livre analyse également l'état des opinions publiques en Europe et en France quant à l'adhésion de la Turquie. Dans une quatrième partie, les auteurs tentent de comprendre « ce à

quoi joue la France », intransigeante et maladroite, occultant la réalité et empêchant de construire un réel partenariat. Ce qui pose à terme la question : que veut l'U.E ? Avec la crise économique, il y a risque de repli identitaire et de populisme.

Mais les auteurs se veulent optimistes : François Hollande et Laurent Fabius

peuvent apporter un réel changement aux relations franco-turques et être une vraie chance, à condition « que les choses ne se brouillent pas autour du problème arménien ».

Les auteurs reconnaissent que le pays n'est pas parfait, en particulier sur le plan de la liberté d'expression, mais l'AKP n'a jamais, par exemple, demandé une remise en cause de la laïcité inscrite dans la Constitution, comme c'est le cas en France et au Portugal. « Faisons le pari que la Turquie restera un Etat laïc et que la religion demeurera dans la sphère privée ».

Si le monde bouge autour de la Turquie, en particulier du fait du conflit en Syrie – avec laquelle la Turquie avait les meilleurs rapports – celle-ci a cependant pris parti et montré, une fois de plus, à la communauté internationale, l'importance de sa place géopolitique et stratégique dans la région.

« L'U.E. doit être l'avenir de la Turquie et l'avenir de l'U.E. passe par la Turquie ! » affirment les auteurs.

Le livre s'achève par une abondante bibliographie et des annexes qui éclairent sur l'histoire, la culture et la politique de ce pays.

Les auteurs : Jean-Pierre Salvétat, avocat, se passionne depuis plus de trente ans pour les relations politiques entre la Turquie et l'Europe. Il préside l'Association Méditerranée France Turquie (AMTF) depuis 20 ans.

Catherine Izzo est photographe. Elle parcourt la Turquie depuis de nombreuses années et est l'auteur, notamment, d'Istanbul carnets curieux aux Editions Le Bec en l'air (2010).

* Candide Lounianguou Ntsika



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Turquie-UE, quelle perspective d'avenir ?

« L'Union européenne en crise, la zone euro sous tension, l'éclatement de l'UE » voici ce qui depuis 2008 est invoqué lorsque l'on aborde le sujet de l'UE. Peut-on le nier ? Non. L'UE traverse bien la pire crise de son existence. Cependant, l'UE ne peut se résumer à ce constat, car elle porte en elle un projet, celui d'instaurer la paix et la prospérité dans un espace qui n'a cessé de grandir depuis 1950. En cela elle constitue un modèle qui reste à ce jour unique au monde. L'annonce de l'attribution du prix Nobel de la paix à l'UE a eu le mérite de nous rappeler cette réalité, indéniable.

Les grands groupes industriels et financiers qui contrôlent désormais un peu partout les médias ne cessent de vilipender et de nous annoncer sa fin imminente, car elle ne veut renoncer à ses valeurs notamment celle de la justice sociale. En effet, contrairement à l'UE, dans la majorité des pays émergents, la croissance économique ne rime pas forcément avec la prospérité du plus grand nombre et la fin de la pauvreté. Ce Prix nous invite donc à nous approprier ce modèle, et à barrer la route à tous les mouvements extrémistes, tout en rappelant la nécessité d'une plus grande intégration et de solidarité pour sa survie.

En Turquie, la publication du rapport de la Commission européenne la concernant a été l'occasion de s'interroger sur les relations Turquie-UE. Le nombre très important de réactions et de tribunes parues sur le sujet a bien montré que le débat n'est définitivement pas clos sur la question, quand bien même les négociations sont au point mort. Ainsi pour M. Kemal Derviş, ancien ministre turc de l'Économie, le projet européen ne doit pas être celui d'un parti mais plutôt celui de la nation car l'intégration de la Turquie au sein de l'Union ne peut que renforcer sa position au Moyen-Orient.

Mais la Turquie doit choisir activement quel modèle européen elle souhaite intégrer. Car Pour M. Derviş, le modèle européen actuel arrive à ses limites, et sa sortie de crise devra passer par une plus grande intégration qui, à terme, conduira à l'apparition d'un noyau dur et de pays satellites, tous membres mais à différents degrés d'intégration. En un mot, la Turquie doit désormais selon M. Derviş proposer les modalités de son adhésion, ainsi elle pourra faire partie de la politique commune de sécurité mais restera en dehors de l'euro.

Mais le concept d'une « Europe à la carte » est-il conforme aux ambitions des Pères fondateurs ?

« Ancrer la Turquie dans l'Europe » : remous, polémique et explications autour du dernier rapport de la Commission Européenne

(Suite de la page 1)

Dans ce contexte, *Aujourd'hui la Turquie* est parti recueillir les réactions de M. Kadri Gürsel, journaliste et éditorialiste du quotidien turc *Milliyet*, et M. Cengiz Aktar, directeur des études européennes à l'Université Bahçesehir à Istanbul.

Les réactions face aux conclusions du rapport de la Commission européenne sur la Turquie.

M. Aktar nous signale que la Commission écrit ses rapports de façon régulière, depuis 1998 : « Certains prétendent que c'est le rapport le plus dur mais il n'invente rien, il prend juste la photographie du pays, ce qui a été réalisé et ce qui n'a pas pu être réalisé au cours des douze derniers mois. Le dernier rapport a cette particularité par rapport aux autres : à mon avis il n'est pas plus dur que les autres, mais plus explicite et ne s'embarrasse pas du langage diplomatique, il relate les faits ».

Une vision différente et plus critique est celle de M. Gürsel. Pour lui, « c'est le rapport le plus dur dans le ton et dans le contenu et montre sur un an la détérioration de la Turquie dans le domaine des Droits de l'Homme, d'État de droit et pluralisme, démocratie, etc. Par rapport aux valeurs de l'UE, la Turquie est en net recul. La Turquie se trouve dans un effet centrifuge. C'est assez alarmant ».

En effet, sur ces sujets, le rapport est assez explicite. Si bien que la Commission souligne quelques mesures positives prises, les aspects négatifs restant abondants, en particulier en ce qui concerne la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association et la liberté de culte.

Dans le domaine des droits de l'homme et de la protection des minorités, les conclusions du rapport sont assez éloquentes : « Bien que des progrès aient été réalisés, les réformes de fond visant à renforcer les structures dans ce domaine demeurent exceptionnelles et le nombre élevé de procédures pénales lancées à l'encontre de défenseurs des droits de l'homme est préoccupant », mais en reconnaissant une tendance à la baisse relative aux cas de torture et de mauvais traitements observés dans les lieux de détention.

Les deux hommes se rejoignent sur la réaction de l'opinion publique face au rapport de la Commission européenne. En effet, selon eux, les responsables du gouvernement ont perçu ce rapport de manière très négative et ont réagi de façon rude et brutale. Le point positif réside dans l'écho dans la presse qu'a reçu le rapport en dépit du contrôle du gouvernement de la moitié de la presse et de l'ignorance d'une partie de l'opinion publique concernant ce rapport. En effet, ce rapport a été discuté par les médias du pays, à l'opposé des rapports antérieurs qui ont été presque ignorés. Malgré leur mécontentement, les responsables turcs continuent leur travail d'harmonisation au sein des huit groupes de travail constitués pour encourager l'alignement sur l'acquis communautaire et mis en place par le calendrier positif, calendrier de la Commission européenne visant à créer un nouveau dynamisme dans les relations entre l'Union Européenne et la Turquie.

Une désaffection passagère qui confirme une opportunité de rapprochement.

L'UE est le premier partenaire économique de la Turquie. « L'Europe est toujours le centre qui détermine le standard auquel la Turquie devrait se conformer », affirme M. Gürsel. Pour poursuivre le raisonnement entrepris par ce dernier, M. Aktar ajoute qu'en dépit de cet aspect économique, les relations entre les deux parties sont au plus bas. « D'une part, l'Europe est préoccupée par ses problèmes politiques et économiques, donc on ressent en Europe un mécontentement généralisé. L'élargissement, qu'il s'agisse de la Turquie ou d'autres pays, n'est pas à l'ordre du jour. Du côté turc, la Turquie fait « cavalier seul ». Son économie est très agressive, elle essaie de conquérir des marchés en Afrique et en Asie notamment. Politiquement, la Turquie est très visible dans la région du Moyen-Orient, elle donne l'impression de faire sa vie. Alors que l'Europe essaie de se démener avec ses problèmes conjugués. Les parties s'ignorent mutuellement ».

Concernant les atouts des deux parties en cas de collaboration au sein de l'UE, les deux hommes nous font partager leurs visions :

L'une, plus politique, tournée sur un processus d'adhésion crédible, celle de Monsieur Gürsel : « La Turquie devient de plus en plus indépendantiste - au sens de sa politique étrangère - car elle ne se conforme ni à la politique étrangère de l'Europe, ni à celle de son voisinage, notamment le Moyen Orient. En échange, l'Europe ne peut offrir à la Turquie qu'un processus d'adhésion viable, soutenable et crédible. Je me souviens du mot d'ordre politique de M. Mitterrand qui souhaitait ancrer la Turquie en Europe. J'ai l'espoir que la France socialiste avec M. Hollande, revienne vers cette direction, pour faire oublier les dégâts personnels causés par Sarkozy aux relations bilatérales et multilatérales. L'agenda positif entre la France et la Turquie peut constituer une liaison positive entre le bilatéral et le multilatéral. Cela signifie que le multilatéral (relations Turquie-UE et processus d'adhésion) ne doit pas envenimer les relations bilatérales (relations France-Turquie). Le précédent Président, M. Sarkozy, a donné des coups durs au sein du multilatéral qui ont causé des problèmes dans le bilatéral. Le pont entre les deux est d'ancrer la Turquie en Europe. »

Fort de ce raisonnement, M. Aktar met l'accent sur l'atout culturel : « La Turquie a besoin de normes standard et de principes européens pour compléter et continuer sa transformation démocratique. Concernant l'Europe, elle ne sait pas vivre, ne sait pas coexister avec l'Islam. Elle a besoin d'un pays musulman pour apprendre à vivre avec l'Islam. Elle n'a jamais vécu avec l'Islam, sans parler des relations hiérarchiques avec les colonies, l'Islam n'a jamais existé au sein du territoire européen depuis le départ de l'Andalousie et de l'Empire Ottoman. Maintenant elle doit apprendre parce que, non seulement son entourage est musulman (la Méditerranée du Sud et Méditerranée Orientale), mais aussi, il y a des musulmans européens pour qui l'Europe représente « leur chez eux ». Donc là il y a un intérêt, une dépendance mutuelle que beaucoup de politiciens ont du mal à saisir. »

Pour M. Aktar « les Turcs ont toujours été réalistes par rapport à l'Europe : ils ont toujours dit que l'Europe est une bonne chose mais qu'ils ne voudront pas de nous. Les Européens n'ont aucune idée de ce qu'est réellement la Turquie. La grande majorité croit que la Turquie est un fardeau, comme le souligne si justement le Premier Ministre turc « la Turquie n'ira pas en Europe pour peser sur l'Europe, mais pour partager le fardeau des Européens ». Il y a un mépris et une ignorance très répandues parmi les opinions publiques européennes, et les politiciens ne font rien pour changer cela malheureusement ».

Le nécessaire renforcement des relations entre la Turquie et l'UE

Malgré la déception du gouvernement, de l'opinion publique turque et des critiques accablant la Turquie, quant à sa candidature d'adhésion à l'Union européenne, les deux hommes restent optimistes. « Je crois que l'adhésion de la Turquie à l'Europe reviendra dans l'agenda. Les négociations n'ont pas échoué. Quand l'Europe sortira de ses crises dans les années à venir, la Turquie et l'Europe vont se retrouver et vont se demander où on en était » dit M. Gürsel. Quel serait le moment opportun ? M. Aktar apporte une réponse possible : « En 2013, après les élections allemandes, il faudra se mettre au travail, réfléchir à donner une perspective claire et nette concernant la Turquie. Cette perspective doit constituer une date claire



pour l'adhésion, et cette date ne peut être que 2023, date très importante pour la Turquie car ce sera le centenaire de la République. Par ailleurs, cette date est raisonnable car la Turquie n'est pas considérée comme membre dans les nouvelles perspectives financières pluriannuelles ».

Réponse qui pourrait servir de cohésion nationale à la Turquie. « La Turquie peut gagner un fondement légal, politique, démocratique pour résoudre son problème kurde. Le seul projet qui a réuni ce peuple, c'est l'adhésion à l'UE. Pour résoudre son problème démocratique, l'UE est la solution : les militaires, les Kurdes, les islamistes, les classes moyennes urbanisées, la bourgeoisie, tous souhaitent cette adhésion. Donc, historiquement, c'est le plus grand projet et je ne vois aucune raison, sauf conjoncturelle, pour la déviation de la Turquie de cette direction », conclut M. Gürsel.

* Propos recueillis par Marie Camara
Giancarlo Mosciatti

Sophistication des opérations.

TAV Airports sert des millions de passagers et des milliers d'avions dans douze aéroports sur trois continents. Fort de son savoir-faire approfondi, TAV se concentre sur les moindres détails des opérations aéroportuaires afin de fournir le service parfait.

AEROPORT ISTANBUL ATATURK • AEROPORT ANKARA ESENBOGA • AEROPORT IZMIR ADNAN MENDERES
AEROPORT ANTALYA GAZIPASA • AEROPORT DE TBILISSI • AEROPORT DE BATUMU • AEROPORT ENFIDHA-HAMMAMET
AEROPORT MONASTIR HABIB BOURGUIBA • AEROPORT SKOPJE ALEXANDRE LE GRAND
AEROPORT OHRID ST. PAUL L'APOTRE • AEROPORT DE MEDINE • AEROPORT DE RIGA

www.tavairports.com

TAV
Airports
Live, Smile and Fly!



Dr. Olivier Buirette

Historien

Europe centrale à l'automne 2012 : un espace en crise ?

Malgré la situation générale assez préoccupante de l'Union européenne en cet automne 2012, l'Europe centro-balkanique nous présente une image générale en demi-teinte. En effet, la Hongrie et la Roumanie ont récemment défrayé la chronique en s'écartant parfois de la transition démocratique qui les avaient fait entrer dans l'Union européenne (UE), respectivement en 2004 et en 2007. De manière générale, l'ancien bloc de l'Est qui avait eu tant de mal à se réformer au début des années 1990 pour pouvoir entrer dans l'UE se retrouve après ses efforts frappé de plein fouet par une crise économique et financière, qui est largement vue comme venant des États-Unis sinon de l'Ouest depuis 2008. L'amertume est grande car les retombées économiques de l'entrée dans l'Union ne sont pas au rendez-vous. Les inégalités demeurent ou bien s'accroissent, les régimes démocratiques s'ébranlent avec l'instauration d'un pouvoir quasi populiste et autoritaire dans la Hongrie de Viktor Orban, ou bien d'une cohabitation plus qu'houleuse entre le Président de la République de Roumanie, Traian Basescu, et son premier ministre Victor Ponta avec la crise du mois d'août dernier. La République tchèque demeure de son côté dirigée par le très eurosceptique Vaclav Klaus alors que la Pologne encore en 2010 faisait figure de seul pays de la région qui semblait résister aux effets de la crise. Par ailleurs, l'autre volet de la transformation du bloc de l'Est en pays « occidentaux » si on peut le dire, c'était l'entrée dans l'OTAN. Là encore, si on ne peut pas parler de déception, il est certain que la Russie réaffiche en matière de politique internationale et intérieure un durcissement qui ne peut pas rassurer des pays qui ont été sous la domination soviétique pendant plus de quarante ans. En témoigne le soutien inconditionnel de la diplomatie de Vladimir Poutine au régime de Bachar El Assad en Syrie.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilaturquie.com



Ozan Akyürek

Avocat au
 Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Le nouveau traité européen de discipline budgétaire

Le nouveau traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union Européenne communément appelé « traité européen de discipline budgétaire » poursuit plusieurs objectifs. Ce nouveau traité, destiné à renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro, a été signé le 2 mars 2012 à Bruxelles par les tous les Etats membres de l'Union européenne à l'exception du Royaume-Uni et de la République Tchèque.

Dans une décision en date du 9 août 2012, le Conseil constitutionnel a jugé que la ratification du traité n'appelait pas à une révision constitutionnelle préalable et le 9 septembre 2012 un projet de loi autorisant sa ratification a été adopté à une large majorité par l'Assemblée nationale.

Ce nouveau « pacte budgétaire » a été présenté comme une réponse juridique et politique à la crise de la dette souveraine au sein de la zone Euro et répond initialement à une exigence de la chancelière allemande, Angela Merkel, qui l'a posé comme condition en échange de la solidarité financière de son pays avec les Etats en difficulté de la zone Euro.

Le traité est un engagement commun de respecter la discipline budgétaire prévue par le Pacte de stabilité et de croissance qui a été renforcé en 2011. C'est ainsi que le traité implique l'obligation pour les Etats membres d'introduire une « règle d'or » dans leurs Constitutions afin de garantir l'équilibre des comptes publics. Il s'agit de l'un des principaux apports dudit traité. Désormais, les sanctions envers un Etat qui dépasserait le plafond de 3% du PIB pour ses déficits publics seront automatiques sauf à ce que les Etats membres de la zone Euro ne s'y opposent à la majorité qualifiée.

De surcroît, la Cour de Justice de l'Union Européenne est compétente pour vérifier la transposition de la « règle d'or budgétaire » dans le droit interne de chaque Etat membre et infliger des sanctions. Elle pourra ainsi infliger aux pays retardataires une amende allant jusqu'à 0,1% du PIB.

En outre, les pays membres harmoniseront leurs législations dans plusieurs domaines (fiscalité, marché du travail

etc.) et les grandes réformes de politique économique seront débattues et coordonnées au niveau de la zone Euro. C'est ainsi que ce traité a vocation à être un tournant pour l'Union économique et monétaire dans la mesure où il vient jeter les bases d'un « gouvernement économique » face à la toute puissance de la Banque Centrale Européenne.

Le traité vient entériner le principe des sommets des chefs d'Etat et de gouvernement des pays de la zone Euro auxquels participent le président de la Commission européenne, ainsi que le président de la Banque Centrale comme invité. C'est une gouvernance renforcée de la zone Euro qui est ainsi consacrée. Il convient également de mentionner le traité instituant le mécanisme européen de stabilité (MES) dont l'importance est soulignée par le nouveau traité européen de discipline budgétaire en tant qu'élément d'une stratégie globale visant à renforcer l'Union économique et monétaire. Ainsi le traité européen de discipline budgétaire et le traité instituant le MES apparaissent comme complémentaires en ce qu'ils visent à surmonter la crise de la dette publique dans la zone Euro. Le nouveau traité européen de discipline budgétaire a toutefois été contesté car il vient essentiellement se focaliser sur la discipline budgétaire. En effet, le principe de la sanction automatique susvisée comme l'accent mis sur la rigueur budgétaire sont critiqués sur le plan économique. En ce sens, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a ainsi estimé qu'« un processus de réforme basé sur le seul pilier de l'austérité budgétaire risque d'aller à l'encontre du but recherché, à mesure que la demande intérieure diminue en écho aux inquiétudes croissantes des consommateurs en matière de sécurité de l'emploi et de pouvoir d'achat entraînant l'érosion des recettes fiscales.

Controversé en raison de l'atteinte portée à la souveraineté des Etats, il demeure à ce jour une crainte quant à l'adoption d'une loi autorisant sa ratification. L'Assemblée nationale ayant pris le parti de l'approuver, reste au Sénat le soin de se prononcer, lequel a débuté l'examen du projet de loi en question le 11 octobre dernier.



Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoît
 Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Pouvoir être leader

Depuis le 3 juillet 2011, date de l'ouverture du dossier des matchs truqués, j'ai constitué une véritable archive. Les politiciens, le président de l'UEFA et ses dirigeants, les anciens footballeurs, les anciens arbitres, les présentateurs de la télé, les présidents et dirigeants des clubs, les anciens capitaines, et nous. Tout ce que nous avons entendu, nous l'avons interprété à notre manière et tenté d'en tirer une conclusion. Ceux que je viens de citer sont ceux que l'on appelle « leader ». Michel Platini est le Président de l'UEFA, Mehmet Ali Aydınlar (à cette date) était le président de la Fédération de Football Turc, Aziz Yıldırım est le président de Fenerbahçe, Yıldırım Demirören, celui du Beşiktaş, Sadri Şener de Trabzonspor. Tandis que Fatih Terim est le directeur technique de Galatasaray, Aykut Kocaman de Fenerbahçe, Şenol Güneş de Trabzonspor. C'étaient des leaders. Même les tribunes ont leurs leaders. Après un match, un journaliste avait écrit pour un joueur qui avait particulièrement bien joué: « Il fut le leader de l'équipe et l'a menée à la victoire ».

J'ai relu tout ce qui a été dit et écrit à ce sujet et une question m'est venue à l'esprit. Ces personnes étaient-elles vraiment des leaders? Alors, de qui dit-on qu'il est « leader »? Qu'est-ce qu'un leader doit avoir comme particularité? En commençant par Atatürk, si Voltaire, Napoléon Bonaparte, Lénine, Abraham Lincoln sont considérés comme des leaders, que sont alors ceux que j'ai nommés en début d'article? J'ai entamé ma recherche sur les caractéristiques d'un leader. Le résultat est ci-dessous. Mais avant de parler de cela, j'ai une petite question. Cette question a été posée par un professeur de sociologie à ses étudiants: Quelle est la différence entre un leader et un dirigeant? (La réponse est en fin d'article)

Qu'est ce qu'un leader? Qui peut être considéré comme un leader et quelles sont les caractéristiques du leader? En terme de leader, on parle des personnes pouvant attirer le peuple sur leurs pas, lui ouvrir de nouveaux horizons, des personnes ouvertes aux nouveautés, ne restant pas dans les normes, pouvant se remettre en cause,

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilaturquie.com

Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
 0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...

« La Turquie doit être un interlocuteur et non un instrument du monde occidental dans la région »

Osman Korutürk, ancien ambassadeur de Turquie en France est désormais député du parti de l'opposition CHP et membre de la commission des Affaires étrangères du parlement turc, répond à nos questions concernant la politique extérieure turque.



Osman Korutürk

Pouvez-vous nous parler de la politique extérieure turque de ses récentes évolutions ?

Dans le passé, la Turquie poursuivait une ligne très solide de politique étrangère se traduisant par de fortes relations mais équidistantes avec toutes les parties des conflits régionaux, elle a servi de médiateur quand il s'agissait de crises dans la région. Avec l'arrivée de M. Davutoğlu, la Turquie a adopté des positions plus partiales dans les crises régionales. Nous avons vu cela en Irak où la Turquie a pris part aux côtés des factions sunnites du pays, se distançant ainsi des factions chiïtes ; la même chose est arrivée en Syrie, où la Turquie, au lieu d'essayer de raisonner le gouvernement syrien qui agit d'une manière abominable contre son propre peuple, a pris part du côté de l'opposition et l'a aidé à s'organiser, l'a entraîné et même est allé jusqu'à fournir en armes et en munitions. Il s'est donc avéré que la Turquie est devenue une des parties du conflit syrien. Cela correspond à des positions jamais prises auparavant par la Turquie. Je crois que cela constitue l'œuvre personnelle de notre ministre des Affaires étrangères.

La Turquie, par sa position géographique, son économie, ses forces armées mais aussi sa structure sociale et démocratique est un pays qui joue pour le leadership régional. Mais il existe d'autres candidats comme l'Iran ou même l'Égypte. Mais à la différence de ces derniers la Turquie avait accès à un rapport égal avec toutes les parties d'un quelconque conflit dans la région. Par exemple, elle entretenait de très bonnes relations autant avec Israël qu'avec les Palestiniens et tous les pays arabes mêlés de près ou de loin à ce conflit. Maintenant, la Turquie a plus ou moins rompu ses liens avec Israël, elle n'a donc plus accès aux efforts efficaces pour trouver une so-

lution pacifique à ce conflit, ce qui a profité à l'Iran. Le leadership de la région est nécessaire pour la Turquie, pourtant elle a pris une position qui laisse à penser qu'elle est plutôt protectrice des tendances sunnites dans cette région, alors que c'est un pays laïque. En tant que pays laïque elle devrait rester équidistante de toutes les parties et voir au-dessus de toutes les tendances religieuses dans ce conflit. Voilà ce qui manque dans notre politique étrangère actuelle. C'est ainsi que nous sommes passés de zéro problème avec les voisins à une atmosphère de zéro relation avec tous nos voisins. Ainsi concernant le Printemps arabe, la diplomatie turque a vraisemblablement manqué de justesse. Et enfin, jusqu'à très récemment on pouvait considérer que la Turquie faisait partie du monde occidental, avec toutefois des positions un peu différentes de l'ensemble des pays du bloc occidental, du fait de sa situation géographique, placée au carrefour entre Orient et Occident, et donc délicate dans certains cas. Mais ces différences étaient acceptées puisqu'elle demeurait un interlocuteur privilégié du monde occidental. Aujourd'hui, cette situation a changé. La Turquie n'est plus considérée comme membre du monde occidental à part entière, mais plutôt comme un pays que l'Occident peut utiliser pour gérer ses intérêts dans la région du proche Orient. Au parti CHP, nous voulons rendre à la Turquie une position d'interlocuteur et de partenaire fiable, impartial et actif. Faire de ce pays un générateur de stabilité dans la région. Il faut savoir que la Turquie est un pays qui agit beaucoup plus efficacement dans un effort de stabilisation que dans l'instauration du désordre, à l'échelle régionale. A l'inverse, dans cette même partie du globe, il existe d'autres pays, que je ne nommerai pas, et qui dans le but d'atteindre leurs intérêts savent agir plus efficacement sur l'instabilité que sur le maintien de la paix dans la région.

Que pensez-vous de l'intégration de la Turquie dans l'UE ?

En fait, je ne pense pas que le gouvernement n'ait jamais eu l'intention d'intégrer l'Union Européenne. Toutefois l'opinion publique turque a été très déçue par ce refus de la part de l'Union. Quand les négociations ont été entamées, le soutien populaire favorable à l'intégration était aux alentours de 70% ; maintenant il s'agit de seulement 20%. Les gens n'espèrent plus intégrer l'Union Européenne. Ce chiffre montre bien la déception de l'opinion. Mais selon moi, le gouvernement n'a jamais sincèrement désiré cette adhésion, même s'il a agi comme si c'était véritablement son objectif.



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Economie politique en octobre

(Suite de la page 1)

Mais n'oubliez pas qu'à l'entrée de l'exposition, il vous faudra compter quatre heures d'attente.

Ce mois-ci, je veux vous faire part de mes notes prises dans l'avion, le train ou le ferry. Ceci risque d'être moins délassant que les tableaux du Grand Palais.

En France, on prévoit pour la fin de l'année un taux d'inflation de 2 % ...

L'objectif fixé par les pays membres de l'Union Européenne, de ne pas dépasser le 3 % de déficit budgétaire par rapport au PIB, a transformé les États en sociétés à but lucratif.

Le problème ne réside pas tant dans les dépenses effectuées par les organismes à vocation sociale, le vrai problème est 'qui profite de ces dépenses ?', et 'comment ?' ; le réel problème, c'est l'appétit insatiable de ceux qui ont été choisis ou parachutés en tant qu'administrateurs. Le fait que le chômage se soit propagé en dehors de cette classe dirigeante est un indicateur important.

Pour l'Espagne, on préconise des mesures de « prévention », différentes du modèle appliqué à la Grèce, l'Irlande et au Portugal. A qui profitent les intérêts cumulés dus aux retards de remboursements ?

En tenant compte des pratiques aux Etats-Unis, il convient de redéfinir ce qu'est l'argent.

Pour le grand public, la politique du SMIG et des bas salaires, l'augmentation des impôts pour les classes moyennes, la volonté de maintenir une inflation faible, n'ont d'autre effet que ralentir l'économie.

Comme il n'y a pas de diminution significative des revenus des groupes à hauts revenus, cette catégorie, par les dépenses qu'elle engage, n'assure pas aux autres secteurs une part suffisante dans l'économie.

Dans le circuit mondial de l'argent, une certaine obligation de contrôle s'avère désormais nécessaire.

Avec l'augmentation de la TVA et d'autres impôts soi-disant spéciaux, on ne peut assurer une reprise efficace de l'économie.

Prix de l'immobilier en hausse, et d'autres secteurs lucratifs sont comme un ballon...

L'éternelle crise de la dette des États qui recommence tous les

deux mois, et les soi-disant problèmes économiques des banques qui lui sont liés. Et maintenant aussi, le secteur automobile. Et voilà pour toi, Peugeot...

Et les banques qui clôturent chaque trimestre avec un bénéfice supérieur au précédent, les entreprises qui se permettent de distribuer des dividendes élevés à leurs actionnaires grâce aux aides de l'État...

Il s'agit de faire profiter au plus vite de l'opportunité de conclure un emprunt auprès de la Banque Centrale européenne, à un faible taux annuel de 0,75 %, afin de convertir en obligations la dette publique des États...

Je vous ai sans doute suffisamment importuné avec la politique économique. En octobre, il s'est aussi, heureusement, passé des choses agréables. Nous avons rencontré à plusieurs reprises S.E. l'Ambassadeur de France S.E. Laurent Bili a prononcé un discours remarquable à l'ouverture de l'Exposition « Le jardin de Monet » au Musée Sakıp Sabancı.

En octobre, Istanbul a accueilli des invités de marque, dans trois domaines différents. J'ai ainsi eu l'occasion de faire la connaissance, sur le plan politique et économique, de S.A. le Prince héritier de Belgique ; sur le plan de l'histoire diplomatique et de l'architecture, de Monsieur Jean-Michel Casa ; et enfin, dans le domaine de l'enseignement, des représentants fondateurs des lycées français lasaliens.

Je tiens tout particulièrement à évoquer la visite du Prince Philippe de Belgique et de la Princesse Mathilde. Le Prince, venu avec une importante délégation d'hommes d'affaires, a recueilli en Turquie une sympathie considérable. Dans les réunions auxquelles j'ai participé, j'ai eu l'occasion d'assister de près à l'intérêt tout particulier que le Prince et son épouse ont porté aux invités, et aux longues conversations qu'ils ont tenues avec eux.

Voyons ce que la fin de l'année va encore nous apporter... J'ai pu le constater, il existe un souhait commun : la Paix ! Et de là, je tiens enfin à saluer l'Union Européenne, qui s'est vue décerner le Prix Nobel de la Paix.

Voyage au nord de l'Irak : Région autonome du Kurdistan

En arrivant à la douane, dans le bus qui relie Diyarbakır (au sud-est de la Turquie) à Suleimaniye (au nord de l'Irak), nous apercevons des files de camions gigantesques qui attendent patiemment leur tour de passer. Combien de temps attendront-ils ? Dix heures, deux jours, dix jours, il est difficile de le dire. Cette situation témoigne d'une intense activité commerciale entre la Turquie et la Région autonome du nord de l'Irak (ou Kurdistan irakien). Notre première destination est Duhok. Cette petite ville respire le calme et la stabilité aussi bien politique qu'économique, de quoi dénoter avec la situation de conflit armé qui règne à Mossoul, à 100 kilomètres de là.



Faysal, officier dans l'armée centrale d'Irak, nous raconte le drame humain qui se déroule à Mossoul. Dans cette ville à majorité arabe, des groupes sunnites et chiites s'affrontent, l'armée tente d'intervenir, des minorités chrétiennes sont systématiquement persécutées. C'est une guerre de tous contre tous. L'armée a établi un cordon de sécurité autour de la ville et empêche la population civile d'y pénétrer. Faysal affirme qu'il y a vu trop de choses difficiles, que lui et ses soldats en cauchemardent encore la nuit. Il voudrait être muté à Duhok, sa ville natale, mais comme il a été formé par les autorités militaires américaines, il est contraint de rester à Mossoul, car c'est là que sont envoyés les éléments les plus qualifiés. Faysal est d'origine kurde mais ne sert pas dans l'armée de la région autonome kurde, il travaille pour l'armée centrale. Ces deux armées sont complémentaires mais aussi parfois rivales.



Plus loin nous rencontrons Ayşe et Deria, deux jeunes femmes kurdes de Turquie, anciennement membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Elles racontent comment, dans une société très féodale et patriarcale, l'adhésion à l'organisation illégale leur a permis de quitter leur famille et de prendre leur indépendance. Deria

n'avait que quinze ans à l'époque. Les cigarettes fumées en cachette dans les montagnes, les chansons autour du feu dans les grottes par temps pluvieux, la vie en commun et la lutte pour une cause avaient un effet additif sur elle, mais aujourd'hui elle exprime certains regrets. Ayşe ne regrette pas et y croit encore mais la mort de son frère qui appartenait à la même organisation l'a beaucoup affecté. Elle affirme que souvent, dans la même famille, un enfant rejoint le PKK alors qu'un autre rejoint l'armée turque. Pendant que les hommes politiques et leaders des deux bords profitent financièrement du conflit et se gargarisent de propagande et de menaces, ce sont toujours de jeunes gens issus de familles déshéritées qui perdent leur vie.

Nous effectuons le trajet de Duhok à Erbil en compagnie de Ilker, Hassan et Selim, l'ingénieur, le patron, et le manager de la compagnie turque S&Q Mart. Cette entreprise construit des pipelines reliant les puits de pétrole nord-irakiens à la Turquie, et sera peut-être amenée à s'élargir vers d'autres horizons à l'avenir. Le pétrole et le gaz sont abondants en Irak, notamment dans la région autonome kurde. Par le passé, le Kurdistan versait 17% de ses revenus pétroliers à l'Etat central irakien mais depuis deux ans il n'a pas versé un sou. Cette situation est source de tensions entre le gouvernement central du Premier ministre chiite Nouri al-Maliki et le gouvernement kurde de Massoud Barzani. De nombreuses compagnies internationales louent leurs services pour l'extraction et le transport de l'or noir. La majorité d'entre elles sont américaines, anglaises, françaises, turques et italiennes, les Allemands ne s'occupant

que de l'entretien de l'équipement. L'entreprise S&Q Mart existe depuis 1991 et a construit au nord de l'Irak 290 km de pipeline.

La situation des réfugiés à Bagdad nous est racontée par Bilal, jeune homme arabe travaillant pour les Nations Unies. C'est de manière anonyme qu'il décide de s'exprimer puisqu'il se sent menacé aussi bien par les miliciens chiites liés à l'Etat central que par les sunnites d'Al-Qaïda. Il nous explique qu'il existe deux types de travailleurs au sein de l'ONU, les internationaux qui vivent dans des cités protégées et les nationaux qui travaillent sur le terrain et se font discrets puisqu'on les assimile facilement aux Américains.

D'après lui, la situation actuelle à Bagdad est abominable, bien qu'elle se soit améliorée par rapport à ce qu'elle était en 2006-2007. Avant 2003, la situation était bien meilleure car il existait des infrastructures, une police, même si la liberté d'expression était inexistante sous Saddam Hussein.

Les Américains sont entrés en Irak sous prétexte d'apporter la démocratie et ont créé une guerre civile. Ils n'ont rien fait pour le pays mis à part piller les ressources naturelles et installer le chaos. Avant leur arrivée, il n'existait pas, par



exemple, de distinction entre chiite et sunnite ; à présent le pays est déchiré par cette opposition. La situation sécuritaire est très instable, des miliciens chiites pénètrent dans des maisons sunnites et pratiquent des tortures, des viols et des meurtres. Al-Qaïda, de son côté, est également responsable d'attentats et d'actes de violence.

La population est prise en otage entre deux feux. Les riches fuient vers d'autres régions d'Irak ou du monde, mais les pauvres sont contraints de rester à Bagdad. Bilal s'occupe de l'accueil et de l'aide aux réfugiés. Il existe trois types de réfugiés, les étrangers (Palestiniens et Syriens), les Irakiens déplacés en raison de la guerre, et les Bédouins qui vivent dans les déserts du sud et qui n'ont pas de nationalité car n'enregistrent pas la naissance de leurs enfants dans les administrations.

Bagdad a subi un bouleversement démographique puisque la plupart des



sunnites ont fui la ville. Le gouvernement chiite ne leur accorde plus de poste dans les administrations et ne les protège pas contre les exactions des miliciens. L'armée et la police ne sont pas neutres dans ce conflit. Bagdad fut jadis une cité magnifique où une partie de la population était extrêmement cultivée, mais ces gens sont partis aujourd'hui.

A Erbil nous rencontrons Ali, étudiant issu de la communauté Turkmène. D'après lui, cette communauté représente environ 20 % de la population totale d'Irak, c'est donc le troisième groupe ethnique du pays après les Arabes et les Kurdes. C'est une très vieille communauté, arrivée sur ce territoire au début de l'Empire seldjoukide (1037-1194). La langue turkmène diffère un peu de la langue turque moderne, se rapprochant de l'Osmanli et de l'Azéri, mais grâce à la télévision la plupart des Turkmènes peuvent comprendre aisément le turc de Turquie.

Comme les Kurdes, la communauté a subi beaucoup de persécutions sous le régime de Saddam Hussein. Mais lorsque les Américains ont pénétré dans le pays, ils ne se sont pas occupés de donner des prérogatives à la communauté turkmène comme ils l'ont fait avec la communauté kurde. Ali affirme qu'aujourd'hui la situation reste difficile car les Turkmènes, dans la région autonome du Kurdistan où ils sont établis vivent une sorte d'acculturation. Bien qu'ils soient représentés politiquement, la plupart d'entre eux n'osent pas affirmer leur identité ni parler leur langue, et se prétendent comme Kurdes en public.

Ahmed, jeune académicien kurde et professeur de science politique à Erbil nous raconte les efforts à faire pour moderniser la région autonome kurde. D'après lui, la modernité économique commence à émerger mais les structures sociales et les mentalités restent encore très archaïques. Jusqu'en 2003, cette région était très pauvre et le niveau d'éducation très faible, c'est pourquoi il faudra du temps, une génération peut-être, pour que l'évolution des mentalités suive le développement économique. C'est à Suleimaniye que se termine notre voyage, entre le marché aux oiseaux et l'ancienne prison des moukhabarat de Saddam, transformée en musée. Si Erbil est la capitale économique et politique, Suleimaniye peut être qualifiée de capitale culturelle. Nous avons vu et entendu beaucoup de choses. Il nous reste pourtant nombreuses interrogations et points de suspension concernant ce nord irakien, patchwork de cultures, de peuples et de religions.



Eren Paykal

Turquie-France, situation et espoirs dans le domaine économique

L'élection de M. François Hollande à la présidence française a sans doute eu un rôle positif sur les relations politiques entre la Turquie et la France. Pour le moins qu'on puisse dire, bien que le climat ne soit toujours pas au beau fixe, les parties se regardent avec beaucoup plus de sympathie et de compréhension, tout en se débarrassant des préjugés et des clichés, surtout du côté français.

Cette nouvelle vision aura-t-elle un impact favorable sur les relations économiques et commerciales ? En

tout cas, les acteurs économiques des deux pays œuvrent fermement dans ce sens par le biais de démarches concrètes comme l'ouverture récente du nouveau Centre d'Affaires de la Chambre franco-turque à Istanbul. De plus, il est notoire que le printemps politique entre deux pays développe sans nul doute les relations économiques et commerciales. Étudions la situation actuelle des relations économiques et commerciales entre la Turquie et la France et son évolution au cours des dernières années :

COMMERCE TURQUIE-FRANCE (Milliards US\$)

Années	Exportation de la Turquie	Importation de la Turquie	Volume de Commerce	Equilibre Commercial
1995	1,1	1,9	3	-0.962
2000	1,6	3,5	5,1	-1.875
2005	3,8	5,8	9,6	-2.082
2006	4,6	6,6	11,2	-1.999
2007	5,9	7,8	13,8	-1.857
2008	6,6	9	15,6	-2.405
2009	6,2	7	13,2	-0.873
2010	6	8,2	14,2	-2.138
2011	6,8	9,2	16	-2.421
2012	3,1	4,4	7,5	-1,3

Source: TÜİK 2012

Observons maintenant le commerce de la France par rapport aux pays : Clients de la France (1000 €)

Pays	2009	2010	2011
Allemagne	55.384.655	63.003.474	69.114.855
Italie	28.366.036	31.430.077	34.108.987
Espagne	26.978.223	29.126.151	30.389.698
Belgique	25.588.384	29.204.238	30.085.396
Angleterre	24.434.712	26.226.321	27.650.826
Etats-Unis	19.669.305	22.140.008	23.330.864
Pays-Bas	13.828.806	16.195.534	17.888.499
Chine	7.874.640	10.987.969	13.452.152
Suisse	10.084.653	11.346.914	13.081.157
Féd. de Russie	5.084.862	6.290.107	7.441.095
Turquie	4.845.894	6.257.548	6.678.825
Pologne	5.189.844	5.949.648	6.633.465

Le volume du commerce entre les deux pays a augmenté de 7 % en 2011 par rapport à l'année précédente. L'exportation de la France à la Turquie a augmenté de 6 % (8 % en moyenne pour la France). L'importation de celle-ci de la Turquie a quant à elle augmenté de 8 %. (11 % en moyenne 2011).

Donc, en se basant sur ces tableaux et ces données, on peut facilement

affirmer que le commerce entre les deux pays n'est pas satisfaisant, en prenant en considération les capacités des deux pays et leur passé historique. La Turquie n'est que le 12ème client de la France et seulement son 16ème fournisseur.

Le climat politique est en pente ascendante mais le commerce devra emboîter le pas d'une façon rapide et efficace.

L'AFD en Turquie : conforter le pays dans son double ancrage européen et méditerranéen

En 2005, l'Agence Française de Développement (AFD) s'est implantée en Turquie. Eda Başgül, chargée des projets Environnement et Climat au bureau d'Istanbul, revient sur le rôle de ce "développeur d'avenirs durables".



Eda Başgül

L'AFD a fêté cette année ses 70 ans. Comment a-t-elle évolué ?

L'Agence est historiquement issue de la Caisse Centrale de la France Libre. Elle a été créée pour

accompagner et soutenir les anciennes colonies dans leur développement économique. L'Agence s'est ensuite adaptée aux évolutions du monde et ce n'est que bien plus tard, dans les années 2000, qu'elle a fait son entrée dans les pays émergents. Il s'agissait alors d'accompagner ces États sur la voie de la croissance en mettant l'accent sur le respect de l'environnement et des aspects sociaux. En d'autres termes, l'agence a pour mission d'y favoriser une croissance verte et solidaire. Dans une troisième sphère d'intervention, celle des pays les moins développés, l'agence se concentre sur l'accès aux services de base : santé, éducation, accès à l'eau potable... La crise économique n'a pas fondamentalement révolutionné les axes d'intervention de l'AFD, tout au plus nous a-t-elle conduit à nous intéresser un peu plus aux questions sociales, à l'impact des projets que nous finançons sur la population locale et les parties prenantes.



Comment caractériser l'action de l'AFD en Turquie ?

L'objectif est de conforter la Turquie dans son double ancrage européen et méditerranéen. Nous essayons d'une part d'accompagner la Turquie dans son processus d'harmonisation avec l'UE. Nous agissons pour promouvoir l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables afin de réduire l'empreinte carbone de la croissance. D'autre part, nous cherchons à développer des projets de protection de l'environnement méditerranéen (protection des forêts, des bassins versants, du littoral, de la biodiversité). Nous essayons enfin de créer des coopérations entre des acteurs turcs et des partenaires français ou méditerranéens. Au-delà du financement de projets, il s'agit donc de favoriser des synergies.

Quels sont les trois axes d'intervention de l'AFD en Turquie ?

En premier lieu, l'intermédiation bancaire consiste à accorder des lignes de crédit aux banques turques pour des projets de responsabilité sociale et environnementale des entreprises, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. Comme les banques ont des réseaux d'agences dans tout le pays, l'accès aux bénéficiai-

res potentiels est facilité. Via le réseau bancaire local, ce sont ainsi des crédits à taux avantageux par rapport au marché qui sont accordés aux porteurs de projets. Ce type d'intervention vient souvent combler un manque de financement dans ces domaines. L'autre mode d'intervention prisé par l'agence est le soutien accordé aux collectivités locales, engagées dans un plan de développement durable de leur territoire. L'AFD prête directement en prenant le risque du crédit, sans s'adosser à une garantie du Trésor turc. Dans ce cadre, l'agence détermine avec sa contrepartie le mode d'utilisation du financement proposé et assure un suivi puis une évaluation de l'impact et de l'efficacité du projet. Enfin, nous pratiquons le prêt souverain, c'est-à-dire les prêts directs au gouvernement central.

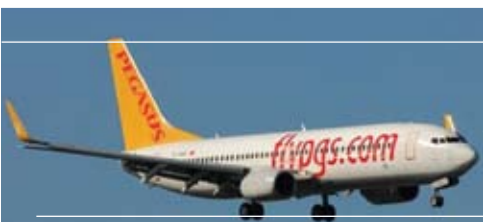


Quels sont les projets en cours ?

Nous poursuivons notre activité auprès des collectivités locales où des projets sont en instruction. Nous nous intéressons actuellement à l'efficacité énergétique des bâtiments publics. L'efficacité énergétique est devenue une priorité principale du gouvernement qui envisage notamment la mise à niveau du bâti public. Un autre sujet d'actualité pour l'agence est l'industrie agro-alimentaire turque et sa mise à niveau. Nous effectuons des recherches pour préparer le terrain. D'autre part, nous souhaitons également travailler sur la biodiversité et la gestion intégrée des bassins versants, dans le prolongement d'un projet en cours sur la forêt.

Le projet qui me tient le plus à cœur est d'ailleurs ce prêt souverain accordé au Trésor dans le domaine forestier. Ce financement vient en appui à un ambitieux plan de reboisement. Par son ampleur, ce plan se positionne au troisième rang mondial après l'Inde et la Chine. Dans le cadre de ce projet, nous soutenons les activités de reboisement, de lutte contre l'érosion, de lutte contre les incendies et de réhabilitation des forêts dégradées. Dans le domaine de la lutte contre les feux de forêt, la Turquie a engagé des investissements importants, dont certains volets en partenariat avec la France. Mais l'aspect qui me semble fondamental dans ce projet, mis à part le prêt souverain, est le programme de coopération technique que nous tentons de mettre en place entre les forestiers turcs et français. A terme, un accord de coopération entre les deux agences nationales de foresterie va permettre l'échange d'information et d'expertise, et va ainsi consolider la coopération bilatérale dans ce secteur.

* Propos recueillis par Tania Gisselbrecht



Dubaï : la nouvelle destination désormais servie par Pegasus

Le Palais de France à Istanbul, un hommage aux relations franco-turques



Samedi 6 octobre 2012, une réception était organisée au Palais de France en l'honneur de la réédition du livre de Jean-Michel Casa, *Le Palais de France à Istanbul*, aux Editions Internationales du Patrimoine. Publié pour la première fois en 1995, ce livre, en version bilingue français et turc, retrace l'histoire des relations franco-turques. Enrichis de photographies, de plans, de croquis ou encore de peintures, les textes nous font voyager aux origines du Palais de France, bâti sur ordre d'Henri IV à la fin du XVI^{ème} siècle. Au cours de la réception M. Laurent Bili, Ambassadeur de France à Ankara, s'est exprimé sur l'ouvrage et sur ce qu'il représente pour la communauté franco-turque. L'auteur du livre Jean-Michel Casa, ancien Consul Général de France à Istanbul, est revenu quant à lui sur la création de ce livre, tout en saluant les divers partenaires et collaborateurs qui ont rendu possible sa réédition. M. Hervé Magro, actuel Consul Général à Istanbul, était également présent pour célébrer l'événement.

Pour Aujourd'hui la Turquie, Jean-Michel Casa, actuellement Directeur des Affaires européennes au Ministère des Affaires étrangères à Paris, revient sur l'histoire de ce livre.

Aujourd'hui la Turquie : Comment vous est venue l'idée d'une seconde édition ?

Jean-Michel Casa : La première édition avait eu lieu en 1995, j'étais alors Consul Général à Istanbul. J'avais été à l'origine de l'idée, mais le directeur de l'Institut français des Etudes Anatoliennes (IFEA) de l'époque, feu M. Stéphane Yérasimos, m'avait beaucoup aidé pour le publier. Le livre a été épuisé rapidement, et tous les Ambassadeurs successifs ont voulu le rééditer. Celui qui a été le plus impliqué dans le projet a été Monsieur Bernard Emié, ancien Ambassadeur de France à Ankara, puis Monsieur Bili, notre actuel Ambassadeur. M. Magro, actuel Consul Général, s'est également beaucoup investi, notamment dans la recherche de sponsors. Et puis j'ai rencontré par hasard lors d'une mission à Stockholm un excellent éditeur.

Depuis 1995, vous venez régulièrement en Turquie. Que pensez-vous de son évolution ?

C'est toujours le pays que j'aime, que je connais. Beaucoup de choses sont restées les mêmes, mais c'est aussi un pays qui s'est formidablement modernisé, qui a connu une très belle croissance et qui est aujourd'hui l'un des

grands pays émergents. La Turquie compte parmi les grandes puissances, c'est un membre important du G20 et un pays en pleine expansion.

Vous paraissez optimiste pour les relations franco-turques...

Oui, bien sûr que je le suis. Nous avons eu cinq siècles d'histoire commune, j'espère que nous aurons encore cinq siècles d'histoire très fructueuse.

En quoi le fait d'être un Consul ou un Haut fonctionnaire français en Turquie, à Istanbul, marque un Homme d'Etat ?

Nous ne pouvons pas passer quatre ans dans cette ville sans en être marqué à vie, car c'est une grande capitale du monde. Même si ce n'est plus la capitale de la Turquie, Istanbul a été la capitale de l'Empire Ottoman pendant près de deux mille ans. Et elle reste une grande capitale d'un monde globalisé.



Le livre consacré au Palais de France est-il également un hommage aux relations franco-turques ?

Bien sûr. Le Palais de France est presque un prétexte, c'est le contenant. Ce qui est le plus important, c'est que ce livre retrace l'histoire de cinq siècles de relations franco-turques à travers l'Histoire diplomatique, et aborde tout ce qui a fait le tissu de nos cinq siècles en commun.

* Amandine Canistro
Photos : Nathalie Ritzmann

« International Istanbul », rare exemple d'authenticité artistique



« Breath of Fresh Air » de David Middlebrook

Plusieurs artistes venus des quatre coins du monde - d'où le titre de l'exposition - prennent possession de la galerie Pyramid Sanat pour nous donner une vision large et généreuse de ce qui se fait aujourd'hui dans le domaine de l'art contemporain. Art-word, d'Eva Beierheimer et de Miriam Laussegger, est une réflexion pertinente sur la place du texte dans le domaine des arts visuels. Les deux artistes autrichiennes proposent une collecte de plus de deux mille mots et phrases utilisés dans un contexte artistique. L'œuvre exposée est un immense papier peint inspiré de cette collection, visuellement très esthétique et qui se veut source de questionnements. Le « ready-made moment », œuvre vidéo réalisée par le curateur de l'exposition Bedri Baykam, peintre turc mondialement connu, nous fait partager l'espace de quelques instants le quotidien de Guiseppe Belvedere, vieil homme sans domicile fixe qui nourrit les pigeons de la ville de Paris avec un réel dévouement. Ce qu'a voulu filmer Bedri Baykam, c'est retranscrire la dimension artistique qu'il a saisi en cet homme au moment où il l'a aperçu. Et c'est bien cette authenticité artistique qui réunit les artistes présentés dans « *International Underground* ».

L'exposition représente l'esprit du lieu à la perfection. Elle est à voir, absolument.

* A. C.

Un religieux au service de l'éducation

Lorsque Frère Régis termina sa formation au sein de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes, en 1964, il demanda à être envoyé dans un autre pays. Il ressentait le désir d'aller servir ailleurs. Ses responsables lui ont proposé d'aller en Egypte. Il y a travaillé durant des années, aussi bien au Caire qu'à Alexandrie, dans des écoles privées, sous l'égide du gouvernement. Il a ensuite été nommé à la tête des provinces du Proche-Orient, nouvelles provinces au sein de la congrégation. Son rôle n'est plus d'enseigner mais de visiter les écoles, de s'assurer que tout va bien et de répondre aux besoins des Frères et des responsables sur place. Cette province va de la Turquie jusqu'au Soudan et compte de nombreuses écoles. C'est dans ce cadre que nous avons pu rencontrer Frère Régis au Lycée Saint-Joseph d'Istanbul.

Le nombre d'élèves des écoles lassalliennes varie beaucoup selon les pays. En Turquie, les classes sont à taille humaine, au Liban elles sont plus importantes, et le nombre d'élèves en Egypte est vertigineux. Ces différences sont en partie liées au taux de natalité. Le statut des écoles vis-à-vis des Etats, la langue d'enseignement et la religion des jeunes sont aussi très variables selon les établissements, les villes et les pays. La démarche éducative lassallienne met l'élève au centre de la formation. A la naissance de la congrégation, seules des hommes étaient enseignants mais aujourd'hui des femmes le sont aussi. Selon Frère Régis, cette nouveauté est très enrichissante pour la démarche éducative.

Tout en restant un latin, Frère Régis a, au contact des Eglises orientales et de l'Islam, trouvé plus profondément le

contact de l'absolu de Dieu. Il affirme que cela éclaire son existence. Mise à part le cas de l'Eglise maronite libanaise, les Eglises orientales restent souvent très traditionnelles, ce qui est un obstacle au changement. La vie de monastère y est très répandue, mais à côté de cette vie religieuse contemplative, il serait intéressant qu'une vie religieuse active puisse émerger, notamment par la création d'écoles.

Le Frère raconte que ses parents ont été tristes lors de son départ, mais qu'ensuite ils l'on senti très proche d'eux malgré la distance. Peut-être parce que Régis, comme deux autres de ses sœurs, n'ont pas fondé de famille afin de se consacrer à Dieu, et sont ainsi restés comme des enfants pour leurs parents.

Il n'est pas toujours évident de vivre loin de sa famille, de son pays, et de garder toujours la même conviction. Il y a par-



Claude Robbe

fois des moments de doute, mais ils sont rares car le contact des autres Frères apporte beaucoup de force. La vie en communauté est en quelque sorte une nouvelle vie de famille. L'amour des enfants et des enseignants est aussi très important et enthousiasmant. C'est sur cette dernière phrase que le Frère nous a laissés, partant joyeusement continuer sa mission.

* A. S.

La Conférence du Parlement Européen des Jeunes au NDS

Le Parlement Européen des Jeunes (PEJ), fondé en 1987 à Fontainebleau (France), est un forum unique conçu pour engager activement les jeunes dans le moulage de leur société future. Le but est d'encourager la réflexion indépendante et socio-politique des jeunes, en facilitant l'apprentissage des compétences sociales et professionnelles. Depuis son inauguration, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont pris part à des sessions régionales, nationales et internationales.

La Turquie est membre actif du PEJ depuis 1999. Entre le 30 novembre et le 3 décembre

2012 aura lieu au lycée Notre Dame de Sion (NDS) la 12^e Conférence Nationale de Sélection du PEJ qui choisira, au niveau national, les élèves qui participeront aux conférences internationales.

Cette année, la thématique sera l'union pour la stabilité économique. Asli Korkmaz, responsable de l'organisation de cette conférence au lycée NDS, nous raconte son expérience : « J'ai participé à une simulation du Modèle des Nations Unies pour les Jeunes (MUN) où j'ai appris l'existence du PEJ. La différence entre les deux est qu'au MUN on représente un pays et on doit défendre les opinions de ce pays, tandis que dans le PEJ chacun défend ses propres idées ».



EUROPEAN YOUTH PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN DES JEUNES
FRANCE

Aujourd'hui, le PEJ est l'une des plus grandes plates-formes européennes pour le débat politique, les rencontres interculturelles et l'échange d'idées entre les jeunes en Europe. Le but est « de négocier, de trouver des points d'entendement, discuter et débattre avec d'autres jeunes », nous explique Asli Korkmaz. « C'est un enrichissement puisqu'on a la chance d'avoir une ouverture d'esprit, de partager avec des gens d'autres cultures et avec d'autres idées et cela permet aux jeunes de connaître l'actualité internationale ».

* Giancarlo Mosciatti



Le jardin de Monet s'expose sur les rives du Bosphore



Le musée Sakıp Sabancı de l'Université Sabancı, situé sur le bord du Bosphore, à Emirgan, accueille jusqu'au 6 janvier 2013 l'exposition « Le jardin de Monet », fruit d'une collaboration remarquable avec le Musée Marmottan Monet de Paris.

L'Ambassadeur de France à Ankara, M. Laurent Bili, était présent lors de l'inauguration et a félicité les auteurs de cette initiative rendant hommage « au père de l'Impressionnisme ». Rappelant le succès de l'exposition Monet à Paris, qui a eu lieu au Grand Palais entre septembre 2010 et janvier 2011 et qui a attiré plus de 900 000 spectateurs, il a souhaité un succès comparable à l'exposition du musée Sabancı, espérant même que le record soit battu. M. l'Ambassadeur a de plus remercié les organisateurs et partenaires de l'exposition pour leur contribution à la diffusion des richesses de la culture française à Istanbul, ville « où foisonnent les idées et les projets artistiques et culturels dans tous les domaines ».

Comme l'a souligné M. l'Ambassadeur, Claude Monet, peintre français de la fin du XIX^{ème} siècle et du début du XX^{ème} siècle, est à l'origine du mouvement des Impressionnistes en peinture. C'est une de ses toiles qui est à l'origine même du nom de ce courant. *Impression Soleil Levant*, peinture qui représente l'avant-port du Havre sous la brume, fut exposée en 1874 dans une exposition avant-gardiste, mise en place par une poignée de peintres qui rejetaient les principes de l'Académie Française des Beaux-arts et qui avaient pour principe artistique de peindre ce qu'ils voyaient, tel qu'ils le voyaient, avec leur propre sensibilité. L'exposition est un désastre et Louis Leroy, critique d'art, se sert alors du nom de la toile de Monet pour désapprouver dans un de ses articles les tableaux de ces « impressionnistes », qu'il juge d'une médiocrité certaine. La critique est acerbe, mais elle donne un nom à l'un des mouvements les plus importants de l'histoire de la peinture. L'exposition du musée Sabancı se concentre sur les toiles de la dernière période de Monet, celles qu'il réalisa dans son jardin de Giverny. Source d'inspiration inépuisable de l'artiste, ce jardin fut créé par les propres mains du peintre comme une véritable œuvre d'art. En effet, lorsque Claude Monet s'installa à Giverny en 1883, le jardin

entourant sa résidence n'était qu'un simple verger. Passionné par le jardinage, Monet s'appliqua alors à en faire un jardin de fleurs. Il acheta également le pré situé de l'autre côté de la route de sa résidence, et en fit un jardin d'eau. C'est à Giverny même que l'artiste peint ses plus fameuses toiles, et notamment ses nymphéas.

Les thèmes dominants de l'exposition sont évidemment les fleurs et la nature, très chers au peintre français. Mais le musée nous offre également l'occasion de voir quelques portraits peints par le peintre lui-même, exercice auquel Monet s'attardait cependant peu. D'autres portraits, de Monet lui-même et de sa femme Camille, peints par Renoir, ainsi que quelques effets personnels inaugureront l'exposition. La salle des Grandes décorations est particulièrement impressionnante et nous donne à contempler toute la beauté du jardin.



La scénographie de l'exposition est élégante, et l'éclairage délicat met sobrement en valeur les tableaux. L'impression de se promener dans le jardin du peintre est frappante, et ce jusqu'à la fin de l'exposition, qui présente les œuvres que Monet a peintes alors qu'il souffrait de la cataracte. Le peintre, qui ne gardait jamais les toiles qu'ils jugeaient mauvaises, conserva ces dernières, estimant qu'il avait alors représenté la nature telle qu'il la voyait. Si ces œuvres clôturent l'exposition, c'est peut être bien parce qu'elles définissent le mouvement impressionniste à la perfection. A noter : Philippe Piguet, arrière petit-fils de Monet, sera à Istanbul en novembre pour donner deux conférences au sujet de l'œuvre de son ancêtre. La première se tiendra à l'Institut français d'Istanbul, le 16 novembre à 19h, et la seconde au Musée Sakıp Sabancı, le 17 novembre à 14h.

* A.C.

« Hegel » à Istanbul

Le XXIX^e Congrès-Hegel International de la Société Internationale Hegel, *Hegel contre Hegel*, s'est tenu cette année à Istanbul. Après une journée d'inauguration à l'Université Boğaziçi le 3 octobre, ce congrès annuel de philosophie s'est poursuivi du 4 au 6 octobre au centre culturel Akatlar de Beşiktaş. De nombreuses conférences ont été données dans huit salles à la fois, en trois langues différentes, par des intervenants venus du monde entier. L'organisateur de l'événement, le chercheur et ancien professeur Önay Sözer, nous explique l'importance que peut avoir la philosophie hégélienne pour la Turquie.



Önay Sözer

Une tradition

La philosophie est devenue une discipline importante en Turquie avec Atatürk, donc avec la fondation de la République. Durant la Seconde Guerre Mondiale, les professeurs allemands juifs et non juifs, opposés au nazisme, sont venus à Istanbul. Après la guerre, ça a été le tour des professeurs allemands qui avaient soutenu Hitler. Ils ont tous participé au développement d'une tradition philosophique en Turquie.

Une explication

Selon Önay Sözer ce congrès est important pour la Turquie parce que Hegel, avec Kant, est le fondateur du modernisme dans le monde. La Turquie est un pays fondé sur des idées modernes. La technologie, la communication, la science, y ont une place importante. Mais la science et la technologie ne sont pas seulement des pratiques, elles ont aussi besoin d'une fondation, d'une explication, qui peut être issue de la philosophie hégélienne. Les effets des études philosophiques sont entraînés de se développer en Turquie, et un tel congrès contribue à ce développement.

Un renouvellement

De plus, ce congrès peut avoir la fonction d'une provocation pour attirer l'attention des étudiants et des jeunes gens sur la philosophie. Une tradition est comme un réceptacle qui attire les choses à elle-même. Donc la tradition n'est pas suffisante, elle a toujours besoin d'être renouvelée, et c'est pourquoi Önay Sözer espère que ce congrès aura aussi le sens d'une provocation amenant un renouvellement.

* A.S.

Cayenne GTS ou Panamera GTS, telle est la question



Il est parfois des situations où l'on se trouve face à un dilemme cornélien. Mon cœur balance entre deux carrosses fidèles à l'allure et à la philosophie Porsche. Regarder ces cousins

germain invite au voyage et à l'évasion. Situé entre la gamme "Sport" et "Turbo", le GTS (Grand tourisme sport) résume à lui seul l'essence des deux modèles : l'alliance du confort et de la sportivité. "Choisir un GTS ce n'est pas par hasard mais par passion" confirme Dominik Gruber, responsable relations presse Porsche France. D'un côté, le Cayenne GTS dispose d'un moteur V8 essence de 420 ch. Cette deuxième génération du SUV de la firme de Zuffenhausen est recon-

naissable à son évolution de la poupe affichant des phares teintés et à la forme bombée ainsi qu'à ses quatre sorties d'échappement peintes en noir mat. A bord, l'on trône dans un somptueux cockpit qui avère la position de Porsche en leader du marché SUV où la concurrence est des plus foisonnantes. Plus costaud et plus viril, il offre une assise surélevée. Ce qui est considérée par nombre d'automobilistes comme un atout afin de mieux régner à travers la jungle de la circulation urbaine. Le toit panoramique quant à lui est des plus appréciables car il procure la sensation de faire corps avec la nature et les paysages tout au long du voyage. Le Cayenne GTS est équipé d'une boîte Tiptronic à huit rapports et améliore ainsi sa consommation, n'ingurgitant que 11 l/100km. Capable d'attendre

la vitesse maximale de 261 km/h, il abat le 0 à 100 km/h en seulement 5,7 secondes ! Les trottoirs, les défauts des routes ou les chemins chaotiques ne lui font pas peur. Le paroxysme de l'émotion se situera dans l'habitacle où la sonorité du moteur a été renforcée grâce à un système de conduits qui ne vous priveront d'aucune note de l'échappement Sport. De l'autre côté, le Panamera GTS de 430 ch. équipé d'une boîte PDK avec palettes au volant. A l'intérieur, on appréciera les surpiqures rouges et l'utilisation intensive d'une combinaison cuir Alcantara. Il dispose de l'option Lauch Control pour des départs arrêtés fulgurants et de l'aileron arrière, qui se déploie à partir de 90 km/h, pour renforcer l'appui aérodynamique. Ces deux infatigables chaussent des pneus Michelin et peuvent être équipés de l'option Porsche Dynamic Chassis Control (PDCC) pour optimiser la tenue de route et la stabilisation de la voiture pour virer à plat. Leurs gabarits respectifs s'adaptent prodigieusement aux routes étroites, sinueuses ou escarpées. 4x4 ou berline, il faut l'avouer, le choix est difficile... Quand j'ai demandé au directeur de la publication d'*Aujourd'hui la Turquie*, Hüseyin Latif, s'il préférerait la Porsche Cayenne GTS ou la Panamera GTS, ce dernier m'a répondu : "Tout dépend des goûts de la demoiselle qui m'accompagne". Alors que ce soit pour aller à l'Opéra ou pour faire un Trekking, la dualité Cayenne et Panamera GTS sera un bon remède pour varier les plaisirs.

* Daniel Latif

Journeys. Déambulations dans la Turquie contemporaine



L'espace culturel Louis Vuitton invite ses visiteurs à déambuler dans la Turquie contemporaine au gré de techniques artistiques que mettent en scène une dizaine d'artistes. Le thème du voyage est appréhendé de manière intime mais surtout universelle où se déploie la beauté du pays aux assonances à la fois orientales et occidentales, là on réside l'unicité de ce pays mais aussi sa splendeur. Depuis les broderies de Gözde Ilkin,

composées de divers objets hétéroclites trouvés lors de ses multiples pérégrinations, à la photographie, en passant par la peinture, loin de conférer une vision statique de la Turquie et de sa contemporanéité, la visite surprend en donnant à ce fabuleux pays, un visage aux facettes parfois antithétiques mais toujours en mouvement pour rappeler que la terre reste le meilleur témoin de la culture d'un pays et de son peuple. La multi culturalité mise en exergue, laisse pénétrer la grandeur de la Turquie au croisement de plusieurs civilisations, et, rappelle par là, son énigmatisme qui reste encore à déchiffrer. Parce que la notion du voyage induit celle du hasard mais aussi du départ, ces artistes s'expriment non sans une certaine forme de mélancolie au timbre romantique qui confère à cette exposition une sensibilité hors du temps. « **İç ses : -gel rüyamızda anlaşılm** » Entre chaos et sérénité, le bouillonnement des œuvres laisse apercevoir de façon saisissante que la Turquie est cette

contrée riche en couleurs, cosmopolite, lointaine et pourtant si proche. Le présent mis en lumière par le prisme des souvenirs exprime une vision du pays qui puise sa richesse dans l'héritage du passé au goût parfois nostalgique. L'artiste İhsan Oturmak peint, à partir de photos de classe, les portraits de jeunes écoliers en uniforme ; Tayfun Serttas se dote d'une étonnante série d'archives photographiques présentant des petites filles adoptant la même pose convenue devant l'objectif. L'artiste Canan revient grâce au film d'animation et au collage sur l'histoire de son pays et propose le portrait vidéo d'une femme, regard contemporain sur la société turque entre enluminures et calligraphies ottomanes classiques. Gözde Ilkin pose la question de savoir « Jusqu'où peut-on aller sans connaître le passé ? » Le sens du voyage prend forme dans cette nécessité existentielle de connaître son origine. Loin d'être propre à la Turquie ce questionnement dépasse les frontières, donnant à cette exposition son ton universel dont l'art reste le meilleur langage face à l'insuffisance des mots.

İyi yolculuklar.

* Ülker Akyol



La féminité en statues et patchworks: nouvelle exposition d'Elisabeth Strub

Entre le 20 octobre et le 20 novembre, l'artiste Elisabeth Strub expose ses dernières œuvres à Istanbul. L'exposition nommée « -mişli Sergisi » se tient à la galerie Pirosmeni de Mme Aygen Güneş, dans la rue İstiklal à Beyoğlu.



Le cordonnier de la rue Moda

En se promenant le long de la rue Moda à Kadıköy, on peut apercevoir de nombreux commerces. Il y a des épiceries, des restaurants, des boulangeries, des magasins de vêtements, bijoux et cosmétiques ; mais il existe une boutique que l'on trouve à un seul exemplaire, c'est celle du cordonnier.

L'atelier de Mustafa Kuzay existe depuis un demi siècle et a vu passer trois générations de cordonniers. D'ailleurs, l'artisan affirme même que lors de la construction du bâtiment N°57 de Moda caddesi, ce local aurait été prévu pour être une cordonnerie.

Cet atelier n'est pas qu'un simple commerce, c'est aussi un morceau de la vie du quartier. Son office ne désamplit pas, l'un venant réparer un talon, l'autre cirer ses chaussures, le troisième lui confiant ses courses qu'il viendra chercher plus tard, le quatrième une clef pour son fils qui passera après l'école. Les clients aiment s'asseoir dans le petit atelier, siroter un thé et parler famille ou football.

C'est-à-dire que tout le monde connaît Mustafa, et on lui fait confiance. Il s'est installé là en 1999, mais il exerce son métier depuis 27 ans !

A l'âge de 13 ans, le garçon est venu de Kayseri Develi Zile Kasabasi à Istanbul pour y retrouver son frère aîné, marié, et continuer sa scolarité. Mais au lieu d'aller à l'école, Mustafa a préféré apprendre un métier, et son frère a approuvé ce choix.

Au départ, il n'était qu'un petit apprenti qui nettoyait la poussière en observant attentivement chaque geste de son patron afin d'apprendre son art, puis il a peu à peu monté les échelons, jusqu'à devenir lui-même un maître. Après avoir fait son service militaire, il s'est marié et a eu deux enfants. En 1999, il s'est mis à son compte et depuis il exerce son métier à sa guise. Et ce métier, il l'aime énormément. Pour lui, il ne s'agit pas simplement de réparer des chaussures, il s'agit de le faire du mieux qu'il peut et de se sentir fier, une fois la pièce terminée, du travail bien fait. Chaque jour il tente d'apprendre de nouvelles choses et de perfectionner son art.

Fabriquer des chaussures, bien qu'il l'ait déjà fait, n'est pas ce qu'il préfère. Par contre la modification est sa spécialité. Il peut changer le design des chaussures au gré des désirs du client. Il raccourcit un talon, crée un arrondi là où il y avait une pointe, modifie la couleur, tout est possible.

Parfois, des clients lui apportent un tas de chaussures d'un coup pour qu'il leur donne une seconde vie.

Sa réputation n'est plus à établir. Il repart et modifie parfois des chaussures pour des troupes de théâtre, et les clients viennent de loin pour le voir. Certains étrangers même, qui l'ont découvert lors d'un passage à Istanbul, emportent avec eux leurs chaussures abimées lorsqu'ils viennent en vacances, car ils ne veulent les faire réparer que par Mustafa Bey !

Même s'il ne manque pas de travail, le cordonnier est parfois attristé par le fait que son métier se perd. En effet, les gens se sont habitués à consommer puis à jeter. Avant, les chaussures coûtaient cher, les semelles étaient en cuir, et lorsque les chaussures étaient abimées on les faisait réparer. Aujourd'hui on en rachète simplement une autre paire.

Il est le seul et le dernier cordonnier de la rue Moda, alors qu'à l'époque où il a commencé, la rue regorgeait de cordonneries.

De plus, le maître cordonnier voudrait bien trouver un petit apprenti pour pouvoir lui communiquer son art. Mais aucun jeune garçon n'est venu frapper à sa porte en lui demandant de l'engager. Le fils de Mustafa n'est pas non plus intéressé, car lui, il préférerait être footballeur !

Malgré tout, si les clients se pressent à la porte de Mustafa Bey, c'est que son métier a encore de l'avenir.

* A. S.



Vous avez dit dinandier ?



Vous avez dit dinandier ... ? Flânez dans les recoins du Grand Bazar de Sultanahmet, et vous découvrirez qu'il en regorge. Ces artistes du cuivre, puisque c'est bien d'eux dont il s'agit, sont les héritiers d'une longue tradition, au cours de laquelle l'attrait pour ce métal – le seul à être coloré à l'exception de l'or – était déjà fortement imprégné à l'époque ottomane.

La dynastie des Turgut...

Une époque qui a vu s'établir la dynastie des Turgut, dont l'échoppe - aujourd'hui tenue par Vedat Turgut -, a vu le jour en 1790, à l'heure des Sultans ottomans et de Selim III. Il y a 222 ans. Six générations, durant lesquelles se sont succédé Hüseyin, Hasan, Mehmet, Ali, Mehmet et finalement Vedat. Cette lignée s'occupe depuis toujours de la production et vente de ce métal. Jaune ou rouge – selon qu'il s'agisse vulgairement de laiton ou de cuivre pur – ou encore en cuivre étamé, c'est-à-dire recouvert d'un alliage de plomb et d'étain, les possibilités qu'offre le cuivre sont infinies.

... et leur caverne d'Ali Baba

Pour y accéder, l'option la plus aisée est encore de prendre la porte du Bazar qui mène à l'Université d'Istanbul, et de traverser les étales où se négocient polos Ralph Lauren, sac Louis Vuitton et écharpes Burberry... A la sortie, là où la rue forme un angle, impossible de ne pas remarquer la boutique Ay. Lazyo Art Bakir, dans laquelle s'entassent et s'empilent - du sol au plafond - des milliers d'articles, et dans laquelle le regard vagabonde, entraîné par la collection interminable d'objets. Un enchevêtrement si incroyable qu'il faudrait une journée entière pour avoir un aperçu de ce dont ce petit magasin regorge. Car dans cette apparente confusion où règne un désordre organisé, se frôlent objets de décorations et de la vie courante : théière, poêles, plateaux, services à thé, chandeliers, figurines, aiguillère, cruches, samovar, écuelles, éléments religieux etc. Le paradis pour les chineurs du monde entier, qui se rencontrent ici.

Et c'est avec entrain et bonne humeur que le maître des lieux me parle de son travail. Dans le métier depuis toujours, Vedat Turgut connaît tout ce qu'il y a à savoir sur son sujet. Grâce à sa fille, Melis, à l'anglais irréprochable, il m'explique tout ce qu'il est capable de faire :

créer, produire, reproduire. De la copie à l'article à jamais unique, le savoir-faire de ses ouvriers et la qualité des matériaux en sont la condition.

Une tradition menacée

Mais malgré la réussite et l'inoxydable enthousiasme de cet homme à la générosité communicative, un nuage pèse sur l'avenir de l'héritage familiale. Aux causes multiples. D'abord parce qu'aucun de ses deux enfants ne reprendra la boutique : Melis étant sur le point d'être diplômée de droit et son fils souhaitant devenir capitaine de marine. Ensuite, parce que la dizaine d'ouvriers qui travaillent au coup par coup dans son atelier sont de plus en plus difficiles à trouver...

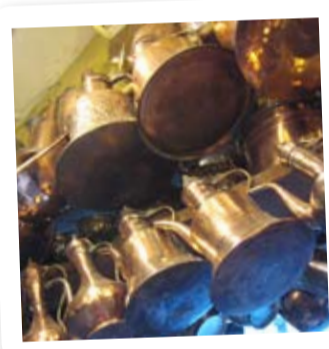
Le travail est pénible, dangereux et mal payé. Les produits chimiques qui sont utilisés sont aussi nocifs – dans leur contact ou leur inhalation. Enfin, la concurrence des chaînes se fait de plus en plus sentir : avec des matériaux de moindre qualité, elles parviennent à offrir des cuivres meilleur marché.

Et des conseils avisés

C'est d'ailleurs sur ce dernier point que nous nous quittons. Melis nous confie des conseils avisés pour reconnaître un objet en cuivre de qualité, ou en cuivre tout court... L'astuce : pointer un aimant sur ledit article. S'il n'est pas attiré, une chose est sûre, passez votre chemin... Un autre indice de la qualité : le poids. Il est en effet de bon ton que le bibelot soit lourd.

Une autre option pour être sûr de ne pas se tromper peut aussi bien sûr consister à aller chiner du côté d'une petite boutique pleine d'histoires, à côté de l'Université d'Istanbul... Où vous serez en outre assurés d'y être reçu comme un roi.

* Flore L.



**Bulletin
d'abonnement**

12 numeros :
50 € Turquie 30 € France 70 € Europe
Version PDF : 50 €

Envoyez un mail: altinfos@gmail.com



« L'alévisme fait partie des fondements de la démocratie. Il est la garantie de la tolérance, de la paix et de la liberté »

*Bülent Ecevit - le 17 août 1996 à Hacibektaş
(Premier ministre turc à quatre reprises)*



Hacibektaş : voyage en terre alévie



C'est à une centaine de kilomètres à l'ouest de Kayseri, au cœur de la ville de Hacibektaş, que se réunissent chaque année des milliers d'Alévis venus de Turquie et du reste du monde. Car c'est dans cette commune du centre de l'Anatolie, peuplée seulement d'une dizaine de milliers d'habitants, que s'organise depuis 1964, du 16 au 18 août, une fête au désormais statut de « festival international » depuis 22 ans.

Trois jours de fête pour célébrer la mémoire d'Hacı Bektaş-ı Veli, un moine soufi du XIII^{ème} siècle, descendant du Prophète et originaire du Khorassan, qui y élut domicile avant de lui donner son nom. Considéré comme le fondateur de la confrérie éponyme des Bektachis, cet homme saint et philosophe mystique de l'alévisme a eu une influence fondamentale en Anatolie, région qui compte la majeure partie des 20% d'Alévis que relève la Turquie, première minorité religieuse du pays.

C'est ici donc, au bout d'une avenue bondée, que se situe sa tombe, au cœur du Pirevi-« Maison du Fondateur », elle-même à l'intérieur du Külliye désormais transformé en Musée de Hacı Bektaş-ı Veli.

Scène étonnante pour qui ne s'y attend pas, hommes, femmes et enfants se pressent pour visiter les lieux qui ont abrité ce derviche, embrassent les embrasures de portes, embrassent son cercueil, prient – parfois la main sur le cœur-, se prosternent, tandis que certains encore, pleurent devant sa tombe. Encore plus déconcertant, une femme venue en famille, avance à quatre pattes et sanglote.

A l'extérieur, les pèlerins se bousculent autour des marchands ambulants qui vendent des portraits d'Ali, des bandeaux à l'inscription « Medet ya Ali » à placer sur le front, mais également des Corans, bijoux, foulards, barbes à papa et autres confiseries, le tout dans une cacophonie bien orchestrée.

Plus au nord de la ville, à l'entrée du cimetière où reposent de grands noms turcs de la poésie, politiques et autres, ou bien encore le journaliste İhlan Dogum et son frère caricaturiste Turhan Selçuk, des dizaines de caravanes abritent pèlerins et Tziganes venus se recueillir et assister au festival. Car si jusqu'encore récemment beaucoup étaient hébergés chez l'habitant, la tradition tend à se raréfier.

En outre, le mélange des genres peut surprendre. Il est vrai que les Alévis pratiquent l'islam d'une manière de toute façon incompréhensible pour les sunnites : ils ne font pas le ramadan, ne construisent pas de mosquées, boivent de l'alcool, vouent un culte à Ali, s'expriment en turc (et non en arabe), leurs femmes ne sont (en théorie) pas voilées et enfin, ils accordent une place importante à la musique et au chant dans les cérémonies - au cours desquelles jeunes hommes et jeunes femmes sont mêlés. Des singularités dans les pratiques liturgiques pour partie héritées des anciennes cultures de l'Anatolie chamaniste.

« L'ardeur est dans le fruit de la grenade, pas dans ses feuilles ; la force miraculeuse est dans l'esprit, pas dans le pouvoir que confère la couronne ; quoi que tu cherches, tu ne le trouveras ni à La Mecque, ni à Jérusalem, ni au Pèlerinage : cherche-le en toi »

Hacı Bektaş-ı Veli



A cheval entre chiisme et sunnisme, la population alévie est en outre souvent présentée comme le rempart à l'islamisme et garante de l'équilibre national turc du fait de leur proximité avec le laïcisme et leur soutien au républicanisme d'un Etat séculier. Ce qui explique que ce puissant mouvement laïc soit souvent instrumentalisé par les hommes politiques – laïcs non-Alévis – qui profitent du festival de Hacibektaş, principal lieu de pèlerinage alévi, pour tenter de puiser dans ce gigantesque réservoir de voix.

Mais leurs positions, aux limites de l'hérésie aux yeux de certains sunnites, ne leur a pas toujours porté chance : si c'est un message de paix, de tolérance et d'égalité que véhiculait Hacı Bektaş-ı Veli, la communauté alévie (dont une partie importante est composée de Kurdes, notamment dans la région de Dersim) a aussi souffert de répressions: le massacre de Dersim (1937-38), le pogrom de Marache (1978, 111 morts), l'incendie criminel de Sivas (1993, 37 morts), les événements du quartier de Gaziosmanpaşa à Istanbul (1995, 17 morts), et encore cette année, des menaces de mort sur les portes de membres de la communauté dans plusieurs villes de Turquie (à Adiyaman en février dernier, ainsi qu'à Avclar et enfin à Erzincan et Didim en mai).

Aujourd'hui, si les Alévis ont peu à peu gagné en visibilité depuis qu'ils sont de plus en plus urbains, ils ne jouissent pas encore d'une réelle légitimité. Et ce sont les soupçons de collusion avec le PKK qui les menacent, du fait du recoupement ethnique, mais aussi de la similitude dans leurs revendications. En effet, à l'instar de ces derniers, les Alévis revendiquent « leur nom », mais aussi la fin de la définition religieuse de la nation turque, avec « la suppression pure et simple du Diyanet, l'arrêt de la construction de mosquées dans les lieux alévis, l'abandon de l'enseignement religieux obligatoire, le prolongement à dix ans de l'enseignement obligatoire qui doit être exempt de cours de religion, la révocation des « fonctionnaires racistes et islamistes », et la fin des pratiques de déportations de villages entiers, des migrations forcées, des atteintes aux droits de l'homme » (E. Copeaux).

Une constatation qui faisait dire à Hamit Bozarslan que la question alévie est un sujet au moins aussi explosif que la question kurde...

* Textes et photos de Flore Linet

